



WEHUBIT

Pays

République
Démocratique du
Congo



Mis en oeuvre par



Physicians for
Human Rights

Budget

315.000 €

Durée

12/2019-12/2022

Contributions aux ODDs



Mis en oeuvre par

Enabel

Financé par



Belgique

partenaire du développement

Apprendre du projet

MediCapt : la technologie au service de la justice

© PHR

Le soutien aux innovations sociales numériques peut-il aider à atteindre la couverture de santé universelle, comment et dans quel contexte ?

APERÇU DU PROJET

Pour plus d'informations, veuillez contacter:
Joyeux Mushekuru (jmushekuru@phr.org) ou Thomas McHale (tmchale@phr.org)

Raison

L'ONU estime qu'une femme sur trois subira des violences sexuelles au cours de sa vie. Dans les zones touchées par les conflits, la grande **majorité des survivant.es ne fait pas appel à la justice** pour de multiples raisons (peur de stigmatisation, de représailles, manque de preuves, manque de moyens financiers, coutumes...)*.

En République Démocratique du Congo (RDC), même en cas de recours à la justice, beaucoup de dossiers judiciaires sont souvent classés sans suite et les agresseurs restent impunis par **manque de preuves médico-légales**. Depuis quelques années, des efforts ont été réalisés dans la dissémination d'un **modèle unique de certificat médico-légal**. Malheureusement, les certificats médico-légaux remplis sur papier par le personnel médical peuvent être **incomplets** ou **perdus**, ceci conduisant à l'absence de preuves de qualité à produire en justice. Il existe aussi un risque de **falsification des preuves papier** dans le cas de violations graves et sensibles des droits humains. D'autre part, la **transmission d'informations** et la **collaboration** entre les institutions médicales et judiciaires restent très faibles, faute d'outils et de procédures de communication.

Dès lors, la documentation de preuves médico-légales complètes des violences sexuelles faites aux survivant.es apparaît comme cruciale afin d'améliorer la **justice** pour les survivant.es, leur **santé** suite à leur prise en charge, ainsi que la **sécurité**, par un effet dissuasif.

* <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/countries/democratic-republic-of-the-congo/>
<https://www.who.int/publications/i/item/9789240022256>
<https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/00258024211029075>

Innovation sociale numérique

Physicians for Human Rights (PHR) s'appuie sur un **partenariat solide et de longue durée avec l'hôpital HEAL Africa à Goma**, un centre d'excellence et leader en matière de réponses aux violences sexuelles, dans le but d'utiliser l'application **MediCapt pour documenter les preuves médico-légales des violences sexuelles** et améliorer l'accès à la justice pour les victimes. MediCapt offre également la possibilité au personnel de santé de se référer à l'examen psycho-légal.

MediCapt est une application Android mobile sécurisée qui **numérise le certificat médico-légal d'agression sexuelle** - validé par le gouvernement de la RDC - tout en le combinant avec une **fonction photographique** pour compléter les conclusions du certificat médico-légal à titre de preuves supplémentaires. Même si l'application utilise les composants et fonctions idoines de l'appareil Android, les photos sont stockées et cryptées par l'application et ne sont pas accessibles depuis la bibliothèque de l'appareil.

MediCapt se présente sous forme d'une checklist à suivre lors de l'évaluation par le/la clinicien·ne. Il reproduit un processus familier aux clinicien·nes déjà formé·es à l'usage du certificat format papier.

Dans le cadre du projet Wehubit, MediCapt s'utilise sur une **tablette** ou **un smartphone compatible Android disposant d'un appareil photo**. Un système de tableurs sur ordinateur est également disponible pour les administrateur·rices. L'application peut fonctionner **hors connexion**, mais nécessite une connexion internet pour synchroniser les données en fin de procédure et les conserver sur un serveur distant. Cette innovation technologique répond à deux problématiques majeures dans la zone d'implémentation du projet, à savoir le manque de connectivité permanente à internet et le risque de perte de données.

Les données médicales cryptées sont stockées sur les **serveurs sécurisés** physiques du centre de santé et/ou bien dans le cloud, **sans limites de temps**. Elles restent confidentielles et la propriété des victimes. MediCapt facilite la protection des données en permettant à l'hôpital de **limiter l'accès aux données sensibles selon les utilisateur·rices**. Il existe ainsi des accès différenciés aux données pour les clinicien·nes, les data managers, les informaticien·nes, etc., dans le respect du principe de confidentialité cruciale dans la protection des patient·es-victimes.



► **870** cas de violences sexuelles faites aux femmes ont été documentés via MediCapt dans le cadre du projet Wehubit

► **100%** passent le test qualité pour la documentation de preuves médico-légales*

* Sur la base de l'examen des dossiers médicaux dans le cadre de l'évaluation finale du suivi et de l'évaluation du projet.

MESSAGES CLÉS

MediCapt **numérise et valorise les certificats médico-légaux reconnus et validés officiellement par le ministère de la Santé publique** Hygiène et Prévention de la République démocratique du Congo (RDC). En effet, à travers son Programme national de la santé de la reproduction (PNSR), la RDC s'est dotée d'outils de collecte des preuves médico-légaux, dont le certificat médico-légal.

MediCapt permet de **conserver les certificats médico-légaux** sur le long terme et de manière sécurisée, afin que les survivant·es de violences sexuelles puissent faire appel à la justice si et quand il·elles le désirent, en tenant compte des délais de prescriptions légales en matière de crimes de droit commun ou de crimes internationaux imprescriptibles.

L'application MediCapt offre au personnel de santé - médecins et infirmier·ères - un **outil et un processus complet, chronologique et confidentiel pour la collecte de données de qualité**. Elle améliore la qualité des preuves médico-légaux recueillies à l'aide de l'application et permet à chaque survivant·e de disposer **systematiquement**, après consentement éclairé, d'un dossier médico-légal de qualité.

MediCapt permet de **faire le lien entre le médical et le judiciaire**. Si la victime décide de se tourner vers la justice, MediCapt mettra à disposition de la justice les **preuves complètes et utilisables**, à travers une version standardisée et imprimée du certificat.

MediCapt offre l'opportunité au personnel de santé – principalement des femmes dans le domaine des violences sexuelles - de se **familiariser avec l'outil numérique**, quel que soit leur niveau préalable d'éducation et d'alphabétisation au numérique.

MediCapt n'est pas seulement une application, mais aussi une approche particulière impliquant des **victimes très vulnérables**. Dès lors, une attention particulière est portée à un **partenariat solide** avec l'institution médicale et à la **formation du personnel de santé** : celui-ci bénéficie d'une longue formation à l'outil, et ce à plusieurs reprises, ainsi que d'une formation multisectorielle aux processus médico-légaux. La prise en charge psychologique des victimes est également incluse.



Les violences basées sur le genre c'est vraiment un fléau dans notre pays. C'est un problème de santé publique qui affecte tout le monde.

“

Dr. Kathy Furaha,
gynécologue obstétricienne à l'hôpital Heal Africa

En RDC, lorsqu'il s'agit d'enquêter sur des crimes de violence sexuelle, l'un des défis consiste à trouver des preuves.”

“

Joyeux Mushekuru, coordinateur PHR RDC

Voulez-vous voir une vidéo sur le projet ?



LEÇONS APPRISES

Inclusion et équité

50 à 60 % des personnes formées n'étaient pas familiarisées avec le numérique. Une introduction de 3 h à l'utilisation de l'**outil numérique** a été organisée en début de formation, avant l'utilisation de MediCapt en tant que tel.

L'application MediCapt est disponible en français, vu que c'est la langue officielle du système judiciaire en RDC. Des **interprètes** sont disponibles à HEAL Africa si la victime n'est pas à l'aise dans cette langue.

Réceptivité des parties prenantes et des utilisateur·rices

Le développement de l'application s'est basé sur l'expérience des utilisateurs et parties prenantes

- Les **clinicien·nes** ont partagé leurs avis lors de réunions régulières pour **adapter MediCapt à leurs besoins précis**, par exemple le design de l'application, des champs de signature et la possibilité de produire un tableau récapitulatif à des fins de gestion des données.

- L'outil étant utile sur tout le processus médico-légal, la **question de la communication de certificats vers la police et la justice** a également été centrale. Des réunions de feedback ont été organisées pour connaître les défis, les besoins et les futurs processus de collaboration.

Une des plus-values de l'application réside dans le **suivi de son protocole d'utilisation dans son entièreté**, menant à un rapport complet et recevable par la justice. Les clinicien·nes ne pouvant plus sauter de questions, le **temps du protocole** est parfois rallongé par rapport à la procédure papier. En outre, une attention particulière est portée à l'information envers les survivant·es – notamment sur la gestion des données - et leur consentement, particulièrement quand il s'agit de preuves photographiques.

Au niveau de la justice et notamment de la police, un **défi réside dans l'équipement technologique, la connexion internet et la formation du personnel au numérique**. De façon générale, les procédures judiciaires en RDC fonctionnent encore en majeure partie via des documents papier. Une solution a été trouvée grâce à l'ajout de la possibilité d'**imprimer le certificat médico-légal** à partir de MediCapt en vue de sa transmission aux services de la justice, ce qui a permis d'intégrer ainsi les règles régissant les documents de procédures pénales.

Le **potentiel de MediCapt** tend à intéresser les structures médicales au-delà de la portée du projet (sécurisation des données en cas de choc climatique, outil numérique pour le personnel, processus standardisé de gestion...). Le projet a dû clarifier cet aspect : l'outil, s'il a tout intérêt à s'intégrer dans des processus existants, ne peut remplacer, à ce stade, un outil de gestion institutionnelle ou de digitalisation des dossiers médicaux, au **risque de s'appauvrir ou de mettre les données sensibles en péril**.

Les pouvoirs publics sont également intéressés par l'utilisation des données **comme outil d'aide à la décision**. Les données anonymisées, qui permettent de cartographier les lieux et faits de violences sexuelles faites aux femmes, peuvent constituer un outil majeur de prise de décision.

Utilisation de l'outil numérique à long terme

- ▶ Le développement de MediCapt en RDC s'est, dans la phase Wehubit, **focalisé sur l'aspect clinique**. Toutefois, afin de soutenir la durabilité de l'innovation, PHR a soutenu un **processus inclusif de création, d'adaptation et de future mise en œuvre de l'outil**, aussi bien avec le partenaire direct du projet – la structure médicale HEAL Africa – qu'avec les partenaires indirects, à savoir les structures judiciaires : police, magistrats et l'Agence nationale d'ingénierie clinique et du numérique de la santé (ANICNS).
- ▶ L'application évolue et est adaptée en fonction des **réalités du contexte et des besoins du partenaire** : la structure médicale HEAL Africa. L'**interopérabilité et l'intégration de l'outil** dans les processus et outils existants sont importantes pour la durabilité de l'innovation (notamment les processus de gestion existants), mais elles **ne peuvent en aucun cas se faire au détriment de la sécurité des données**, surtout dans un État fragilisé et un contexte de conflit (risque d'intrusion et de suppression des données).
- ▶ MediCapt n'est pas seulement un outil numérique, mais s'insère dans un **large écosystème** de partenaires en étroite communication, de production d'outils et de guides (p. ex., appareil de distorsion de voix, kit d'enregistrement vidéo des entretiens des enfants (KEVE)...), de **sensibilisation et d'implication** de toutes les parties prenantes en matière de violences sexuelles faites aux femmes. Cet écosystème ne peut être créé dans un court laps de temps et est le fruit du travail de PHR dans la région depuis des années.
- ▶ PHR développe une **boîte à outils** que les nouveaux-elles utilisateur-rices potentiel-les peuvent utiliser pour adopter MediCapt dans leurs établissements. Elle inclut non seulement la manière d'utiliser MediCapt en tant qu'outil, mais également les **facteurs environnementaux et pratiques** qui contribuent à une mise en œuvre réussie de MediCapt. La boîte à outils se compose d'un guide de déploiement avec quatre phases de mise en œuvre et cinq modules supplémentaires (Sélection de site, Programme d'études, Informatique, Engagement du secteur de la justice et Durabilité). Son objectif est de guider la préparation, l'adoption et la maintenance de MediCapt en tant qu'outil de collecte de preuves médico-légales pour les crimes liés à la violence sexuelle, aux agressions et au viol.



PERSPECTIVES

- En plus de la possibilité d'imprimer les certificats afin de respecter les pratiques en vigueur, PHR étudie la possibilité de développer une **plateforme web** qui permettrait, d'une part, un transfert des certificats **sans délai** et **sans déplacement** en cas de recours à la justice par la victime; d'autre part, le **stockage, le téléchargement et la classification des certificats au niveau de la justice**.
- HEAL Africa et PHR étudient la possibilité de mettre l'outil à l'échelle dans les **cliniques mobiles** et **les One Stop Center** gérés par la structure, afin de couvrir une plus large zone et surtout d'assurer une plus grande représentativité et inclusion des victimes de violences sexuelles dans la région. Les **défis liés aux infrastructures**, notamment la connexion internet, seront plus importants en zone rurale et seront pris en compte.
- PHR est en contact avec l'Agence nationale d'ingénierie clinique et du numérique de la santé (ANICNS) sur un potentiel partenariat. Ce partenariat permet d'envisager une mise à l'échelle verticale pouvant donner une **portée nationale à l'application MediCapt**.
- PHR prévoit une nouvelle version de l'application, qui sera accessible sur **plusieurs supports** (smartphone, tablette et ordinateur) et **systèmes** (PC et Android).

Cette fiche d'apprentissage a été produite dans le cadre du Réseau d'échange de connaissances de Wehubit avec la collaboration de Thomas McHale, Joyeux Mushekuru, Georges Kuzma et Michel Nzola (PHR) et le soutien du Royal Tropical Institute (KIT) Février 2023

Building evidence: initiatives to address violence against women

